



Agence de
promotion économique
du Canada atlantique

Atlantic Canada
Opportunities
Agency

État des réalisations

1998-1999

Agence de promotion économique
du Canada atlantique

MISE EN OEUVRE DE
L'ARTICLE 41 DE LA
LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES

Canada 

Table des matières

	Page
Préambule	i
Sommaire des réalisations	1
Réalisations - Panatlantique	2
A. Aperçu des activités selon les priorités stratégiques de l'APECA	2
B. Orientation future	6
Réalisations - Bureaux régionaux	8
Nouveau-Brunswick	8
A. Contexte	8
B. Aperçu des activités selon les priorités stratégiques de l'APECA	9
C. Orientation future	11
Nouvelle-Écosse et Société d'expansion du Cap-Breton	13
A. Contexte	13
B. Aperçu des activités selon les priorités stratégiques de l'APECA	14
C. Orientation future	19
Île-du-Prince-Édouard	20
A. Contexte	20
B. Aperçu des activités selon les priorités stratégiques de l'APECA	20
C. Orientation future	22
Terre-Neuve	24
A. Contexte	24
B. Aperçu des activités selon les priorités stratégiques de l'APECA	25
C. Orientation future	28

Préambule

L'article 41 de la Partie VII de la Loi sur les langues officielles (LLO) stipule que le gouvernement fédéral et ses institutions s'engagent à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada, à appuyer leur développement et à reconnaître et promouvoir l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.

Pour appuyer cet engagement, 27 institutions fédérales, dont l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), ont accepté de former de nouveaux partenariats avec les communautés pour appuyer leur développement. Selon les dispositions de l'article 41, le Gouvernement du Canada, par l'entremise de l'APECA, s'est engagé à appuyer les Canadiennes et les Canadiens de l'Atlantique de langue minoritaire officielle en :

- ℄ appuyant et en favorisant leur développement économique; et
- ℄ favorisant la croissance de leurs revenus et les créations d'emplois.

Au cours de l'exercice 1998-1999, la mise en oeuvre de l'article 41 de la LLO a été réalisée grâce aux efforts d'un groupe de coordination de l'APECA en consultation et en coopération avec les communautés de langues officielles minoritaires. Le groupe est composé d'un coordonnateur régional pour chacun des bureaux régionaux et d'un coordonnateur au Siège social qui assume le rôle de coordonnateur national.

Le mandat de l'APECA vise à favoriser les possibilités de développement économique au Canada atlantique. Dans le but d'atteindre ce mandat, l'Agence a établi quatre priorités stratégiques, soit Politique, défense des intérêts et coordination; commerce, investissements et tourisme; innovation et technologie; et entrepreneurship et acquisition de compétences. Ces priorités sont axés sur les moyens de favoriser la création et la croissance des petites et moyennes entreprises (PME), sur l'élimination des obstacles à la croissance, sur l'instauration d'un contexte favorable au développement et et sur les secteurs qui offrent des perspectives particulières. Servant de lignes directrices pour l'APECA, ces priorités permettent de présenter et de classifier les activités réalisées dans le cadre de la mise en oeuvre de l'article 41 de la LLO dans le présent rapport.

Sommaire des réalisations

L'APECA travaille activement à la mise en œuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. Pour ce faire, elle prend des mesures tant au Siège social de l'Agence que dans ses bureaux régionaux.

- C Le Siège social de l'APECA est encore représenté au Comité national de développement des ressources humaines de la francophonie canadienne.
- C En raison de la tenue prochaine du Sommet de la Francophonie à Moncton, qui est la principale activité liée à l'Année de la Francophonie canadienne, le Siège social de l'APECA a mis sur pied, en partenariat avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick, un comité de coordination composé de représentants de ministères fédéraux et provinciaux à vocation économique dans la région. Le mandat du comité est de coordonner plus de vingt activités de nature économique qui se tiendront en marge du Sommet. Divers thèmes seront à l'honneur, comme le commerce, la biotechnologie, les sciences de la santé, la technologie de l'information, le développement durable, l'entrepreneuriat, l'éducation et le développement des connaissances, et le tourisme. Ces activités économiques auront lieu principalement au N.-B., mais aussi à l'Î.-P.-É. et en N.-É. au cours de l'exercice 1999-2000.
- C Le Siège social de l'APECA a appuyé la Société nationale de l'Acadie (SNA) dans ses efforts pour élaborer des produits liés au tourisme et pour utiliser la technologie de l'information dans les communautés francophones. L'Agence a également appuyé financièrement une mission commerciale de la SNA en Louisiane afin d'encourager l'exportation de la musique et des musiciens acadiens.
- C Le Siège social de l'APECA a continué d'appuyer la série télévisée *Temps d'affaires*, qui fait la promotion des entreprises et des entrepreneurs du Canada atlantique.
- C Puisque le Sommet de la Francophonie aura lieu au Nouveau-Brunswick, le bureau régional de cette province a financé quatre études dans les domaines suivants : communications, commandite, activités périphériques et culture. Outre ces études, le bureau de l'APECA au N.-B. a approuvé quatre projets se rapportant au Sommet. Grâce à l'entente de développement économique régional (EDER), un programme fédéral-provincial administré par l'APECA et le gouvernement du Nouveau-Brunswick, il a été possible de planifier et de financer bien d'autres activités.
- C En raison de la situation économique précaire de la péninsule Acadienne, le bureau de l'APECA au N.-B., en partenariat avec le gouvernement de cette province, a créé et financé la Commission d'expansion économique de la Péninsule Inc. L'Agence a également joué un rôle actif au sein de celle-ci.
- C Le bureau de l'APECA au N.-B., en partenariat avec la province, a offert du financement à deux sites touristiques stratégiques qui mettent l'accent sur le patrimoine acadien, soit le Pays de la Sagouine et le Village historique acadien.
- C Deux des outils de l'APECA en N.-É. pour améliorer le développement économique dans les communautés rurales sont le réseau des corporations locales de développement économique (CLDE) et les administrations de développement régional (ADR).
- C Le bureau de l'APECA en N.-É. a déployé des efforts pour encourager le développement et la revitalisation des produits touristiques, y compris le Village acadien de Pubnico et le lieu historique de Grand-Pré.
- C L'APECA continue d'offrir de l'aide financière dans les communautés francophones par l'entremise du Centre Jodrey de l'Université de Sainte-Anne, en Nouvelle-Écosse.
- C Le bureau de l'APECA à l'Î.-P.-É. continue de travailler en étroite collaboration avec la Société de développement de la Baie Acadienne Inc.
- C Le bureau de l'APECA à l'Î.-P.-É. a offert de l'aide financière pour encourager le développement de produits liés au tourisme, par exemple le Cinéscène et les Dunes de Maximeville.
- C Le bureau de l'APECA à Terre-Neuve a travaillé en étroite collaboration avec le Comité directeur des affaires francophones, le comité local sur les ressources de Port au Port de l'Association régionale de la Côte-Ouest (ARCO), la SNA et les Francojeunes de Terre-Neuve et du Labrador à divers projets.
- C Le bureau de l'APECA à Terre-Neuve a appuyé divers projets visant la diversification de l'économie de la péninsule de Port au Port, une région rurale dont l'économie repose depuis toujours sur la pêche.

Lucienne Godbout, Coordonnatrice nationale. Téléphone : (506) 851-2091

Réalisations - Panatlantique

A. APERÇU DES ACTIVITÉS SELON LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE L'APECA

En 1998-1999, le Siège social de l'APECA a entrepris de nombreuses activités liées à la mise en oeuvre de l'article 41 de la LLO :

1. POLITIQUE, DÉFENSE DES INTÉRÊTS ET COORDINATION

Politiques

Le groupe des Politiques continue de s'assurer que les études et recherches entreprises incluent les francophones dans leurs consultations et que les publications sont disponibles dans les deux langues officielles.

Possibilités de l'industrie forestière

Une présentation concernant l'étude sur les *Possibilités de l'industrie forestière* a été faite aux groupes de producteurs forestiers francophones du Nouveau-Brunswick. Les producteurs francophones avaient également été consultés dans le cadre de cette étude. La présentation a été faite dans le cadre d'un atelier technique d'exportation qui a eu lieu à Edmundston en mars 1999. Cet atelier a été suivi par une rencontre avec certains producteurs francophones intéressés par les résultats de l'étude.

Développement économique

L'APECA continuera de faire partie du Comité national pour le développement des ressources humaines de la Francophonie canadienne.

Sommet de la Francophonie

Dans le cadre du Sommet de la Francophonie, l'APECA a développé une stratégie en partenariat avec le ministère des Affaires intergouvernementales et Autochtones du Nouveau-Brunswick afin de promouvoir les entreprises et les intérêts de l'Atlantique à un public international. Cette stratégie a pour but de maximiser les retombées économiques dans la région. À partir de cette stratégie, un comité de coordination a été créé pour assurer la coordination des activités économiques organisées en marge du Sommet. Ce comité est composé de représentants de ministères fédéraux et provinciaux à vocation économique dans la région.

Le Siège social de l'APECA a donc accordé son appui pour la mise sur pied de plusieurs activités économiques en marge du Sommet de la Francophonie. Ces activités se dérouleront au cours de l'exercice 1999-2000. Les thèmes ciblés sont le commerce, la biotechnologie, les sciences de la santé, la technologie de l'information et des communications, le développement durable, l'entrepreneurship, l'éducation et le développement des compétences, et le tourisme.

Année de la Francophonie canadienne

Le Sommet constitue un des événements majeurs de l'Année de la Francophonie canadienne. Les activités économiques en marge du Sommet, qui sont coordonnées par l'APECA, cadrent avec les activités reliées à l'Année de la Francophonie canadienne.

2. COMMERCE, INVESTISSEMENTS ET TOURISME

Mission commerciale de la SNA

L'APECA a appuyé la mission commerciale de la Société nationale de l'Acadie, composée de 17 agents de musiciens, de représentants de maisons de distribution et de porte-parole de l'industrie de la musique acadienne. La délégation a rendu visite à un bon nombre de représentants de l'industrie de la musique lors de son séjour à LaFayette (Louisiane) en avril 1998. Outre la possibilité de signer des contrats pour participer au Congrès mondial acadien, la mission avait pour but d'établir des ententes commerciales à long terme visant à faire connaître les musiciens acadiens sur le marché du Sud des États-Unis.

Liens stratégiques avec des entreprises étrangères

L'APECA a accordé son appui pour la tenue de Franco Com '99, une foire économique internationale, événement organisé en marge du Sommet de la Francophonie et destiné aux entrepreneurs francophones des pays de la francophonie mondiale. Cette activité vise à établir des partenariats entre les entreprises des pays concernés et celles des provinces du Canada atlantique. Ces partenariats couvriront tous les genres, allant de l'entreprise en co-participation au transfert de la technologie, de la distribution à la simple représentation. On touchera à la fois au commerce international et à l'investissement. L'événement est organisé par le Conseil économique du Nouveau-Brunswick en partenariat avec l'APECA.

Devenir une entreprise publique

L'APECA a accordé son appui à Deloitte & Touche pour la réalisation d'un sondage auprès des entreprises publiques de l'Atlantique afin de connaître les obstacles auxquels elles ont été confrontées et comment elles ont surmonté ces obstacles. Par la suite, les résultats du sondage ont été communiqués au milieu des affaires lors de trois conférences identiques intitulées "How to Go Public" qui se sont déroulées à Halifax, Moncton et St. John's. Celle de Moncton s'est déroulée dans les deux langues officielles et les entrepreneurs francophones de la région atlantique ont été invités à y participer.

Réseau national de l'Association des radios communautaires du Canada

L'APECA a accordé son appui à l'Association des radios communautaires acadiennes du Nouveau-Brunswick afin de créer un service national de programmation radio qui utilisera la technologie satellitaire pour relier en réseau les radios communautaires canadiennes des communautés francophones et acadiennes du Canada.

Produits touristiques

L'APECA a facilité le développement de produits touristiques dans les communautés francophones, par exemple :

- C Tourisme Atlantique a conclu une entente pluriannuelle avec la SNA pour entreprendre un projet exhaustif sur le tourisme acadien. Le projet, connu sous le nom de * L'Acadie +, est axé sur la recherche, la mise au point de produits et le marketing, en partenariat avec les principales attractions touristiques acadiennes de la région de l'Atlantique, Parcs Canada et les provinces.
- C Tourisme Atlantique et Parcs Canada participent à un programme de recherche coopérative pour repérer des lieux historiques acadiens qui pourraient un jour jouir d'une plus grande renommée auprès du public.

3. INNOVATION ET TECHNOLOGIE

Commission des télécommunautés acadiennes et francophones de l'Atlantique (TAFA)

L'APECA fait partie de la Commission des télécommunautés acadiennes et francophones de l'Atlantique, une initiative de la Société nationale de l'Acadie. Le rôle de cette Commission est de favoriser l'usage novateur des technologies de l'information et des communications (TIC) dans le développement économique, social et culturel des communautés acadiennes et francophones de l'Atlantique et de faire évoluer le plan stratégique de la TAFA.

L'APECA a accordé son appui à la Société nationale de l'Acadie pour l'organisation d'une conférence intitulée *L'Acadie ingénieuse : Virage ou Mirage* portant les communautés ingénieuses. Cette conférence invitait les Acadiens et Francophones de l'Atlantique à se regrouper pour discuter des TIC.

Conférence internationale en sciences de la santé

L'APECA a accordé son appui pour la tenue de la Conférence internationale francophone en sciences de la santé Acadie-Sherbrooke, organisée par le programme de formation médicale du Nouveau-Brunswick, la Faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke, l'Association des infirmiers et infirmières du Nouveau-Brunswick et l'Institut international en soins infirmiers du Canada. Cette conférence mettra l'accent sur l'utilisation des technologies de l'information dans les sciences de la santé. Les organisations collaboratrices incluent l'Organisation mondiale de la santé, le Network of Community Oriented Health Education Institutions, le Conseil International des infirmières et la Conférence internationale des doyens de médecine d'expression française (CIDMEF). Cette activité est organisée en marge du Sommet de la Francophonie.

4. ENTREPRENEURSHIP ET ACQUISITION DE COMPÉTENCES

Forum national

L'APECA a accordé son appui pour la tenue du 3^e Forum des gens d'affaires francophones du Canada qui est organisé par le Conseil économique du Nouveau-Brunswick et qui aura comme thème *Partenaires pour mieux réussir*. Cette activité économique est organisée en marge du Sommet.

Temps d'affaires - série télévisée sur l'entrepreneurship

Depuis cinq saisons, l'APECA appuie Temps d'affaires, une série d'une vingtaine d'émissions qui met en valeur et célèbre l'entrepreneurship et les entrepreneurs des provinces de l'Atlantique. Les émissions sont produites en français et diffusées sur la chaîne de Radio Canada Atlantique, sur le réseau RDI et sur la composante Amérique de la chaîne française TV5. La série est appuyée par une coalition de partenaires publics et privés.

Fondation d'éducation des provinces atlantiques (FEPA)

La FEPA regroupe les ministères de l'Éducation des quatre provinces de l'Atlantique responsables du système scolaire public jusqu'à la 12^e année. La Fondation fait partie du Conseil des premiers ministres des Maritimes. L'APECA travaille avec la FEPA depuis au moins 1993 à instaurer des notions d'entrepreneurship et des valeurs entrepreneuriales dans les écoles. L'aide consentie sert à élaborer du matériel didactique en français et à former les enseignants sur l'emploi de ce matériel. Aujourd'hui, environ 110 000 élèves (soit 26,56 % de l'effectif scolaire) profitent de ce programme dans les écoles des provinces de l'Atlantique. Du côté francophone, il s'agit de 27 666 élèves (soit 25,13 % des élèves francophones).

Comité des collèges de l'Atlantique pour le développement entrepreneurial (CCADE)

Le CCADE est un nouveau groupe d'enseignants des collèges communautaires et d'autres intervenants chargés d'aider le personnel enseignant et les étudiants à acquérir des connaissances sur le lancement et l'exploitation d'une entreprise, et sur l'entrepreneurship en général. Les travaux ne font que débuter, mais à ce jour, une trousse de formation sur place et un programme de ressources jumelées pour les enseignants ont été élaborés. Les lettres patentes du CCADE spécifient clairement que le Comité est tenu de servir les deux communautés linguistiques des provinces de l'Atlantique, que tout le matériel doit être produit dans les deux langues officielles et que des francophones doivent siéger au conseil d'administration du Comité.

Assemblée des aînées et aînés francophones du Canada

L'Assemblée a reçu du financement de l'APECA pour lancer un projet dans diverses collectivités des provinces de l'Atlantique, grâce auquel des entrepreneurs francophones retirés ou à la veille de la retraite travaillent avec les écoles secondaires et la communauté en prononçant des conférences ou en servant de conseillers ou de mentors auprès des élèves qui veulent ou qui voudraient un jour lancer leur entreprise, et des décrocheurs.

Le Mondial de l'entrepreneuriat jeunesse

Grâce à l'APECA, dix-neuf (19) jeunes entrepreneurs francophones de la région de l'Atlantique ont participé au second forum Mondial de l'entrepreneuriat jeunesse qui s'est déroulé en septembre 1998. Une initiative de Forum Ontario/Francophonie Mondiale (FOFM), cette activité a attiré quelque 500 jeunes entrepreneurs francophones de 18 à 35 ans qui venaient de partout dans le monde pour créer des réseaux d'entreprises et de commerces.

You Corps

L'APECA, ainsi que Développement des ressources humaines Canada (DRHC) et d'autres commanditaires, ont financé ce comptoir d'orientation professionnelle destiné aux jeunes entrepreneurs en herbe. Tenu par de jeunes entrepreneurs et un facilitateur bilingue, le comptoir a visité quarante écoles dans les provinces de l'Atlantique à l'automne de 1998, y compris deux écoles francophones. La mesure se poursuivra en 1999.

Guide-Info (Lancer sa propre entreprise)

Ce guide de démarrage est le dernier outil qui s'ajoute à la gamme de produits pour jeunes entrepreneurs élaborés dans le cadre du programme ConneXion de l'APECA. Il s'agit d'une chemise contenant des encarts sur l'auto-évaluation, la production d'idées commerciales, la planification d'entreprise et les sources d'aide. Le guide est principalement disponible dans les Centres de services aux entreprises Canada (CSEC) et au comptoir You Corps décrit ci-dessus.

Publications

L'APECA a aussi publié divers documents de recherche (*État de la petite entreprise et de l'entrepreneuriat au Canada atlantique*), des profils (*Possibilités et réussites en entrepreneuriat : Réaliser ses rêves*) et des outils de sensibilisation qui sont toujours offerts dans les deux langues officielles. Dans le cadre des plans de diffusion ordinaires, ces documents sont destinés aux utilisateurs des collectivités linguistiques respectives. Il y a lieu de mentionner le guide produit par la Direction du développement de l'entrepreneuriat, intitulé *L'enseignement entrepreneurial : la filière atlantique*. Il s'agit essentiellement d'un guide pour les éducateurs francophones et anglophones en entrepreneuriat qui brosse un tableau des personnes-ressources, des programmes et des services en matière d'entrepreneuriat et qui signale la ou les langues dans lesquelles les services sont donnés.

B. ORIENTATION FUTURE

Le Siège social de l'APECA poursuivra la mise en oeuvre du Plan d'action de 1998-2000 sur l'application de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. Conformément au Plan, l'Agence :

- C continuera d'exercer son leadership en matière de développement économique, plus particulièrement dans le développement économique des communautés de langue officielle minoritaire;

- C appuiera l'activité économique des Francophones, particulièrement en accordant de l'aide aux PME, aux jeunes et aux femmes entrepreneurs des communautés francophones et aux organisations francophones qui s'occupent du développement économique;
- C travaillera en collaboration avec d'autres ministères et organismes fédéraux et provinciaux et avec les organismes représentant les communautés francophones en vue de mieux répondre à leurs besoins;
- C continuera de représenter l'Agence au Comité national pour le développement des ressources humaines de la Francophonie canadienne et de supporter les activités proposées dans le plan d'action triennal du Comité;
- C en collaboration avec les autres ministères fédéraux et provinciaux à vocation économique, l'APECA continuera de coordonner les activités de nature économique entourant le Sommet de la Francophonie et d'y participer afin de maximiser les retombées économiques pour la région de l'Atlantique liées à cet événement d'envergure mondiale. Ces activités se dérouleront au cours de l'exercice 1999-2000 et incluent les Portes ouvertes sur la Francophonie, le 3^e Forum des gens d'affaires francophones du Canada, la Conférence internationale francophone en sciences de la santé Acadie-Sherbrooke, la foire internationale *Franco Com '99*, une Vitrine technologique sur la Place du Sommet, et la Conférence internationale et foire commerciale sur le développement des communautés ingénieuses;
- C continuera d'appuyer la série télévisée Temps d'affaires et le Comité des collèges de l'Atlantique pour le développement entrepreneurial dans leurs efforts pour stimuler les mesures entrepreneuriales; et
- C continuera de participer à la Commission des télécommunautés acadiennes et francophones de l'Atlantique (TAFA).

Réalisations - Bureaux régionaux

Bureau du Nouveau-Brunswick

A. CONTEXTE

Selon le recensement de 1996 de Statistique Canada, le nombre de personnes dont la langue maternelle est le français était de 239 730, comptant ainsi pour 32,9 % de la population totale de la province. Plus de 90 pour cent des francophones vivent dans les régions urbaines et rurales du nord et de l'est de la province, principalement dans les comtés de Madawaska, de Restigouche, de Gloucester, de Northumberland, de Kent et de Westmorland. Mais, ils sont également nombreux dans d'autres régions de la province comme Fredericton, Miramichi et Saint John.

L'importance et la vitalité des deux langues officielles au Nouveau-Brunswick est un fait de mieux en mieux établi. Par exemple :

- C En 1969, la *Loi sur les langues officielles* du Nouveau-Brunswick était adoptée. Cette dernière prévoit que l'anglais et le français sont les langues officielles de la province à l'Assemblée législative, dans les tribunaux et dans l'administration des systèmes scolaires et la prestation des services du gouvernement;
- C En 1973, le ministère de l'Éducation reconnaissait la dualité linguistique;
- C Depuis 1981, le Nouveau-Brunswick a deux systèmes scolaires parallèles et homogènes;
- C En 1982, les principes de la *Loi sur les langues officielles* et d'autres éléments importants de la politique linguistique ont été inscrits dans la Constitution, plus précisément dans la Charte canadienne des droits et libertés;
- C En 1994, le gouvernement du Canada et la province du Nouveau-Brunswick ont adopté une modification constitutionnelle garantissant l'égalité de la communauté de langue anglaise et de celle de langue française au Nouveau-Brunswick;
- C En 1994, le ministère du Patrimoine canadien a adopté de nouvelles mesures stratégiques pour l'application des dispositions de la *Loi sur les langues officielles* : consultations des minorités de langues officielles, élaboration de plans d'action annuels et obligation de rendre des comptes pour les principaux ministères fédéraux.

B. APERÇU DES ACTIVITÉS SELON LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE L'APECA

Les divisions du bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick travaillent dans tous les domaines liés au développement et aident les organismes régionaux (CLDE, Commissions de développement économique régionales et CSEC) à planifier et à mettre en oeuvre des stratégies de développement dans les régions francophones de la province. Voici un bref compte-rendu des réalisations du bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick dans le cadre de projets visant à promouvoir davantage le développement économique de la communauté francophone, et ce, selon les priorités stratégiques.

1. POLITIQUE, DÉFENSE DES INTÉRÊTS ET COORDINATION

En partenariat avec la province du Nouveau-Brunswick, le bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick a approuvé le financement de quatre études (Communications, Coordination des commandites, Activités périphériques et Stratégie culturelle) en vue de cerner et d'accroître les possibilités de développement économique liées au Sommet de la Francophonie.

Toujours en ce qui touche au Sommet de la Francophonie, quatre projets ont été approuvés incluant deux conférences internationales, une exposition novatrice, *Le Village de la Francophonie* et une formation en tourisme et à l'accueil. D'autres projets ont été élaborés par l'entremise de l'EDER, un programme fédéral-provincial entre l'APECA et la province du Nouveau-Brunswick. Ces projets comprennent une variété de conférences internationales et d'événements qui se dérouleront au cours de l'exercice 1999-2000.

Le bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick a consenti de l'aide à l'Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick afin de lui permettre de promouvoir la communauté artistique et ses produits.

Dans un effort pour favoriser le développement des collectivités francophones, le bureau de l'APECA du Nouveau-Brunswick a appuyé financièrement les mesures suivantes :

- C Vu la situation économique précaire qui sévit dans la péninsule Acadienne, le bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick, en partenariat avec la province du Nouveau-Brunswick, a mis sur pied et financé la Commission d'expansion économique de la Péninsule inc. qui est chargée de veiller au développement économique de la péninsule Acadienne. Ce financement avait pour but de trouver des solutions possibles aux enjeux économiques dans la péninsule Acadienne. Dans un rapport qu'elle a produit, la Commission a cerné des mesures envisageables pour assurer le développement économique de la région à long terme; et

- C Le bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick a fourni de l'aide financière au Salon de la Forêt, une activité annuelle qui se déroule dans le Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick et qui regroupe des producteurs, des fabricants et des gens du public. L'objectif est de faire ressortir l'importance de l'industrie forestière pour cette région de la province.

2. COMMERCE, INVESTISSEMENTS ET TOURISME

Le succès de toute petite ou moyenne entreprise repose essentiellement sur l'accès aux capitaux. Grâce à son Programme de développement des entreprises (PDE), le bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick a financé d'innombrables projets mis de l'avant par des clients francophones. Or, en fournissant une aide financière aux entrepreneurs francophones, l'APECA crée de l'emploi dans les collectivités francophones.

La province du Nouveau-Brunswick et le bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick ont consenti une aide financière pour un important projet d'amélioration de l'aéroport de Moncton afin qu'il soit en mesure de mieux recevoir les avions et les dignitaires lors du Sommet de la Francophonie.

Travaillant en partenariat avec la province du Nouveau-Brunswick, le bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick a versé des fonds pour deux attractions touristiques d'importance stratégique, qui portent toutes deux sur le patrimoine acadien :

- C Le Pays de la Sagouine à Bouctouche a reçu de l'aide financière pour l'aider à préparer un plan d'activités qui comprendra une évaluation exhaustive des coûts, des activités productrices de recettes et de l'utilisation des installations existantes.
- C Une aide financière a aussi été accordée au Village historique acadien à Caraquet pour l'exécution d'un grand projet d'expansion, qui portera sur la période préindustrielle (1890-1930). Cette expansion est la suite logique du thème rural véhiculé actuellement (1780-1880). Le projet inclut la préparation du site et l'aménagement d'un camp de bûcheron, d'un moulin à bardeaux de cèdre alimenté par un moteur à vapeur. On y retrouvera également une éclosérie à homards, une tonnellerie, un garage et un hôtel.

3. INNOVATION ET TECHNOLOGIE

De nombreuses activités qui se sont déroulées en 1998-1999 relèvent de la priorité stratégique de l'Innovation et de la technologie. La technologie de l'information et le secteur axé sur le savoir continuent d'avoir une importance stratégique et d'être considérés comme la source des * emplois de l'avenir +. Le bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick reconnaît le besoin d'aider les collectivités francophones à accroître leurs connaissances et à acquérir de nouveaux outils afin de devenir plus concurrentielles.

L'Université de Moncton a reçu de l'aide, en partenariat avec la province du Nouveau-Brunswick, qui lui permettra de transformer certains cours ou programmes pour les offrir sous forme de téléenseignement. L'intégration de la technologie à l'apprentissage et à l'enseignement est l'une des quatre composantes d'un projet qui contribueront à faire un jour de l'Université de Moncton un Centre d'excellence en enseignement à distance.

L'Université de Moncton a également reçu des fonds pour l'appuyer dans les demandes qu'elle soumet à la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI). Ces fonds serviront à l'achat d'équipement qui sera utilisé dans des projets de recherche et développement et pour la formation de nouveaux chercheurs. Le bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick a mis ses compétences spécialisées au service de l'Université pour l'aider à préparer plusieurs propositions de grande qualité.

Le bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick est venu en aide à l'Institut de recherche médicale Beauséjour en vue d'établir une installation de recherche biomédicale, de concert avec l'Université de Moncton et la Corporation hospitalière Beauséjour. L'Institut oriente ses activités de recherche dans les domaines de la culture cellulaire et de la génétique, le seul établissement de ce genre de la province.

4. ENTREPRENEURSHIP ET ACQUISITION DE COMPÉTENCES

Le bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick continue d'appuyer les activités du Conseil économique du Nouveau-Brunswick dans ses efforts pour stimuler et appuyer le développement économique et le réseautage dans les collectivités de langue française.

C. ORIENTATION FUTURE

La communauté francophone représente un pourcentage important de la clientèle du bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick. Le bureau est fermement engagé à appuyer les francophones et à fournir un service de qualité en français.

Le bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick continuera de fournir de l'aide et des conseils aux autres agences de développement économique telles que les CLDE, les Commissions de développement économique régionales et les CSEC.

On a vu, au fil des ans, s'installer des organisations et des établissements de base très solides en milieu francophone. Ces organisations ont beaucoup contribué au développement économique des collectivités francophones du Nouveau-Brunswick. Le bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick continuera d'appuyer ces organismes et établissements, dont les suivants :

- C L'Université de Moncton
- C Concept +
- C Le Conseil économique du Nouveau-Brunswick

L'exercice 1999-2000 sera marqué par le Sommet de la Francophonie. Le bureau de l'APECA au Nouveau-Brunswick a déjà ciblé quelques projets auxquels il compte fournir de l'aide incluant deux conférences (*Rendez-vous BioAtlantech 1999* et *Nouveaux outils et nouvelles démarches pour la gestion durable du milieu marin*), une exposition novatrice, *Le Village de la Francophonie* et une formation en tourisme et à l'accueil. Grâce à l'EDER, d'autres conférences et événements auront lieu en 1999. Il importe pour l'Agence de tirer parti de toutes les possibilités de développement économique qui ressortent d'un événement de cette ampleur.

A. Contexte

D'après le recensement de 1996, le nombre de personnes dont la première langue officielle est le français en Nouvelle-Écosse s'élève à 35 040, ce qui représente 3,9 % de la population. Dans la partie continentale de la province, ce nombre atteint 27 680, soit 3,7 % de la population totale; on y trouve les plus fortes concentrations de francophones dans les comtés de Halifax (9 635), de Digby (6 850) et de Yarmouth (6 295). À eux seuls, ces trois comtés regroupent 82 % de toute la population francophone de la partie continentale de la Nouvelle-Écosse. On compte 7 360 francophones au Cap-Breton, dont la plupart vivent dans les centres ruraux à l'Isle Madame et dans le nord du comté d'Inverness. Ils constituent environ 4,7 % de la population de l'île.

Les activités entreprises par l'APECA avec les francophones de la Nouvelle-Écosse se font en collaboration avec les intervenants suivants :

- c le secteur des affaires en général et le secteur commercial;
- C les établissements d'enseignement, en l'occurrence l'Université Sainte-Anne, le Centre Jodrey et le Collège de l'Acadie; et
- C les organismes cadres comme la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE), la Société nationale de l'Acadie, et les Chambres de commerce.

Les relations de l'APECA avec les collectivités francophones reposent sur la prestation de services bilingues et sur le savoir-faire de son personnel des bureaux de Yarmouth et de Halifax, qui aide à la planification et à la mise en oeuvre des stratégies de développement économique dans les régions francophones de la province. L'Agence appuie et utilise également le réseau de développement communautaire pour offrir ses divers programmes et projets. Il s'agit d'un réseau mis en place par l'intermédiaire des Administrations de développement régional (ADR), qui coordonnent le développement économique à l'échelle locale, et des Corporations locales de développement économique (CLDE), qui offrent des services de prêt et de consultation aux petites et moyennes entreprises. Il y a des ADR et des CLDE dans toute la province, y compris dans les régions francophones.

Malgré les difficultés que connaît toujours l'économie des régions francophones, on constate des progrès. En gros, les deux tiers des francophones de la province vivent dans les régions rurales, et plus particulièrement dans celles qui ont été très touchées par le déclin qui a frappé le secteur des pêches. C'est ainsi que la communauté acadienne de l'Isle Madame, au Cap-Breton, a subi un revers économique dévastateur à la suite de l'effondrement des stocks de poisson de fond au début des années 1990, mais a su devenir un exemple de réussite au chapitre du développement économique, grâce à un leadership local fort, à la détermination de la communauté et à l'action conjointe avec des partenaires gouvernementaux. Les collectivités acadiennes du sud-ouest de la province ont été, elles aussi, touchées par l'effondrement des

stocks de poisson de fond, et ont réussi, grâce aux ADR locales et aux autres intervenants en matière de développement économique, à mettre en oeuvre divers projets visant à diversifier leur économie, entre autres, la fabrication de nouveaux produits non liés à la pêche dans les installations de construction navale, et des initiatives qui exploitent les débouchés offerts par un secteur du tourisme en expansion.

B. APERÇU DES ACTIVITÉS SELON LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE L'APECA

Le bureau de l'APECA en Nouvelle-Écosse travaille à l'avancement des quatre priorités stratégiques de l'Agence.

1. POLITIQUE, DÉFENSE DES INTÉRÊTS ET COORDINATION

Les francophones de la province ont mis sur pied un certain nombre d'organisations, de réseaux et d'établissements qui favorisent le développement de leur communauté. Le bureau de l'APECA en Nouvelle-Écosse contribue à ces initiatives communautaires de diverses façons. Voici quelques-unes des activités entreprises cette année :

- C Réunions avec des représentants d'organisations francophones et le bureau de l'APECA en Nouvelle-Écosse pour discuter de questions de développement économique;
- C Réunions, en moyenne plus d'une fois par mois, entre des représentants de l'APECA en Nouvelle-Écosse et de divers organismes communautaires et du secteur des affaires;
- C Discussions avec les parties intéressées afin de continuer à définir des initiatives concrètes dans le cadre du Plan de développement du secteur culturel acadien de la Nouvelle-Écosse, et à appuyer leur réalisation; et
- C Un représentant de l'APECA en Nouvelle-Écosse a siégé au comité directeur de la Nouvelle-Écosse qui participe aux préparatifs en vue du Sommet de la Francophonie, qui doit se tenir à Moncton en 1999. Le comité a établi un plan d'action global prévoyant trois projets pilotes de développement durable pour les régions francophones de la province.

Étant donné que la majorité de la population francophone de la province se trouve en région rurale, le bureau de l'APECA en Nouvelle-Écosse participe à une vaste gamme d'activités visant à favoriser la croissance économique des francophones dans ces régions.

L'une des principales activités entreprises par l'APECA en Nouvelle-Écosse pour contribuer au développement économique des régions rurales, c'est la création d'un réseau de CLDE dans la province. Ces CLDE sont sous la juridiction provinciale. Voici quelques mesures prises par ces corporations au cours des dernières années :

- C Surveillances du nombre de francophones siégeant aux conseils d'administration des CLDE dans les régions francophones afin d'assurer la représentation juste et équitable de cette population. La représentation francophone aux conseils d'administration s'élève actuellement à 30 % dans les trois CLDE qui servent les régions à prédominance francophone. Un stagiaire francophone a été embauché au CLDE de Dibgy; il travaillera depuis le Centre Jodrey; et
- C Sollicitation de la rétroaction des membres des conseils afin de garantir que les francophones soient équitablement représentés au sein des conseils et de favoriser l'engagement des autres partenaires en développement vis-à-vis de la communauté francophone.

Le bureau de l'APECA en Nouvelle-Écosse répond aussi aux besoins des régions rurales en matière de développement économique par l'octroi de financement de base aux agences de développement régional (ADR). Ces ADR sont également sous la juridiction provinciale. Parmi les résultats obtenus par les ADR au cours de la dernière année, mentionnons :

- C Établissement par l'agence de développement de l'ouest de la vallée de l'Annapolis d'un bureau pour Clare dans l'immeuble municipal de Clare;
- C Travaux de remise en valeur de l'habitat dans la rivière Meteghan entrepris en collaboration avec l'École secondaire de Clare;
- C Production d'une version française du profil régional, OPPORTUNITÉ;
- C Appui d'un projet de l'Association Radio Clare visant à fournir des installations d'enregistrement aux artistes locaux;
- C Responsabilité en matière de développement culturel acadien confié par l'agence de développement de la côte du sud-ouest (ADCSU) à un de ses agents bilingues;
- C Les ADR de la région du détroit-hautes-terres et de la côte acadienne ont organisé des activités dans les deux langues officielles; et
- C Appui du festival de musique de Saint-Bernard en 1997 et en 1998.

En 1998-1999, le bureau de l'APECA en Nouvelle-Écosse, en partenariat avec le ministère du Développement économique et du Tourisme de la Nouvelle-Écosse, a remis les premiers prix de Développement économique des collectivités (DEC). L'ADR responsable de l'Isle Madame a remporté le prix Contribution à l'essor économique.

Le bureau de l'APECA en Nouvelle-Écosse a tenu une séance de consultation distincte sur les mesures d'adaptation et de restructuration des pêches canadiennes avec le Comité de développement acadien situé à Argyle.

Grâce aux rapports solides et aux partenariats qui existent entre le Centre Jodrey et le personnel sur le terrain du ministère du Développement économique et du Tourisme de la Nouvelle-Écosse et de l'APECA, de l'aide financière continue d'être offerte aux collectivités francophones. De plus, les initiatives de marketing ont été élargies dans le but de sensibiliser davantage la collectivité francophone à l'aide offerte.

2. COMMERCE, INVESTISSEMENTS ET TOURISME

La communauté francophone de la Nouvelle-Écosse est surtout répartie dans les régions rurales. Le tourisme est considéré comme un secteur-clé de développement économique dans la province et globalement d'ailleurs; c'est aussi un secteur dans lequel les collectivités rurales possèdent un avantage, sans compter que les attractions à vocation culturelle et écologique s'inscrivent dans une tendance dominante du tourisme actuel. La communauté francophone de la Nouvelle-Écosse, qui a une base rurale, qui possède une identité et des traditions culturelles fortes et qui vit dans quelques-unes des régions les plus pittoresques de la province, est donc bien placée pour tirer parti du développement du secteur du tourisme. Afin de faciliter ce développement, le bureau de l'APECA en Nouvelle-Écosse a travaillé en collaboration avec les partenaires communautaires à la réalisation des activités suivantes :

- C Aide à l'élaboration et à la mise en oeuvre du projet du Village acadien de Pubnico;
- C Aide à un projet de publicité en français qui consistait à publier dans la revue *Bienvenue en Nouvelle-Écosse* un encart faisant la promotion de la province auprès des voyageurs francophones;
- C Aide à la première Semaine annuelle acadienne, à Promotion Évangéline et au Festival de la mi-carême;
- C Aide, dans le cadre du Programme de développement des entreprises, à la production de la brochure de l'Institut de développement communautaire faisant de la publicité pour le tourisme dans les régions acadiennes;

- C Bénéfices tirés par les groupes acadiens et les régions de la mise en oeuvre dans toute la province du projet des Années internationales de la musique et des projets de mise en valeur du Sentier transcanadien;
- C Participation active du personnel de l'APECA en Nouvelle-Écosse à l'élaboration d'un plan d'activités avec les promoteurs du projet de réaménagement du lieu historique national de Grand-Pré. Le projet a fait l'objet d'une demande de financement, actuellement à l'étude, dans le cadre de l'Entente de coopération Canada - Nouvelle-Écosse sur la diversification économique; et
- C Financement par l'APECA et les gouvernements provinciaux de l'élaboration d'une stratégie de marketing des régions acadiennes de l'Atlantique.

3. INNOVATION ET TECHNOLOGIE

Le bureau de l'APECA en Nouvelle-Écosse a mis sur pied un projet central d'innovation et de technologie : l'Initiative Économie de l'information (IEI), destiné à développer l'infrastructure technologique de la province, à brancher les résidents au réseau Internet et à donner à toutes les régions les outils technologiques de base qui leur permettent de profiter de l'économie du savoir.

La composante scolaire de l'IEI a vu chacune des 17 écoles du Conseil Scolaire Acadien provincial reliés à l'Internet et consultés afin d'être équipé avec du nouveau matériel informatique.

Le volet accès communautaire de l'Initiative Économie de l'information permet d'élaborer des programmes d'accès communautaire (PAC) dans les collectivités de la province. Il existe pour le moment quatre sites de PAC francophones officiels, et il y a d'autres sites dans des collectivités acadiennes ou à proximité. Six autres collectivités acadiennes ont demandé, en collaboration avec le Collège de l'Acadie, à pouvoir se doter d'un site francophone en 1999-2000.

4. ENTREPRENEURSHIP ET ACQUISITION DE COMPÉTENCES

L'un des principaux outils dont se sert l'APECA en Nouvelle-Écosse pour favoriser le progrès dans les collectivités acadiennes dans les domaines de l'entrepreneurship et de l'acquisition de compétences est l'aide financière de base qu'elle octroie au Centre Jodrey de l'Université Sainte-Anne, l'un des cinq centres universitaires de développement des entreprises appuyés par l'Agence dans la province. Le Centre Jodrey est particulièrement actif dans la communauté francophone des comtés de Digby et de Yarmouth. Il y a eu des discussions sur la possibilité d'étendre les activités du Centre jusqu'au Cap-Breton.

Données sur les activités organisées par le Centre au cours de l'exercice se terminant en août 1998 :

**Résumé des activités spéciales -
Centre Jodrey**

Activités/Projets	#	Participants
Université	4	72
Exposés	8	517
Missions commerciales	2	35
Séminaires suivis	4	s/o
Total	18	624

**Résumé des contacts avec les clients -
Centre Jodrey**

Contacts avec les clients	#
Plans d'activités	225
Études de marché	314
Tenue de livres	71
Conférences	1 364
Conseils	493

Parmi les autres activités favorisant le développement de l'entrepreneurship, il faut mentionner les séances organisées dans les écoles francophones du comté de Yarmouth dans le cadre de la Semaine de la petite entreprise.

Quatre prêts ont été accordés aux termes du Programme de développement des entreprises à des entrepreneurs francophones qui travaillent dans les secteurs de la transformation des aliments, de la fabrication de produits du bois et d'autres secteurs de fabrication.

Dans le cadre de la priorité stratégique Entrepreneurship et acquisition de compétences, le bureau de l'APECA en Nouvelle-Écosse a ciblé les jeunes. Plusieurs projets ont été entrepris dans le but de jeter les bases d'une saine situation économique pour l'avenir en travaillant auprès des jeunes francophones.

Le bureau de l'APECA en Nouvelle-Écosse a appuyé le camp sur l'entrepreneurship organisé par l'Institut de développement communautaire pendant la semaine de relâche en mars 1999 à l'intention des élèves. Intitulé *Une aventure en affaires*, le camp, qui a eu lieu à Halifax, a attiré 29 jeunes de Sydney, de Chéticamp, de Pomquet, de Clare et d'Argyle qui ont participé à des activités et à des ateliers sur l'entrepreneurship.

Les activités entreprises par le Centre Jodrey ont permis de donner suite aux priorités en matière d'entrepreneurship et de jeunesse. En fait, le Centre Jodrey, qui est situé à l'Université Sainte-Anne, a comme mandat de favoriser l'entrepreneurship chez les jeunes. Parmi le travail fait par le Centre auprès des jeunes, il faut retenir l'accueil de jeunes stagiaires en développement d'entreprises, l'embauche d'étudiants pour travailler à divers projets, l'offre d'un

programme de promotion de l'entrepreneurship à l'Université Sainte-Anne, servir d'agent d'information dans le cadre du Programme Jeunesse Canada au travail et l'offre d'ateliers en entrepreneurship aux élèves des écoles secondaires de la région.

C. ORIENTATION FUTURE

Le bureau de l'APECA en Nouvelle-Écosse poursuivra la mise en oeuvre du Plan d'action de 1998-2000 sur l'application de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. Les mesures présentées dans le Plan comprennent :

- C des démarches visant à s'assurer que les partenaires locaux en matière de développement économique (les ADR et les CLDE) répondent aux besoins des collectivités francophones qu'ils servent;
- C la participation à des initiatives de développement économique organisées en marge du Sommet de la Francophonie de 1999, qui aura lieu à Moncton, dont trois projets pilotes sur le développement durable pour les régions francophones de la province;
- C l'élaboration, de concert avec les collectivités et les partenaires gouvernementaux, d'un plan stratégique pour les collectivités francophones;
- C l'appui, par le biais de l'Entente de diversification économique (EDE), du projet de réaménagement du lieu historique national de Grand-Pré;
- C la participation continue au sein des organismes communautaires francophones et la collaboration avec ces derniers;
- C appuyer la création d'un Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse (CDENE); et
- C la poursuite de l'objectif visant à entreprendre au moins cinq projets de développement par année avec les clients francophones dans le cadre du Programme de développement des entreprises (PDE).

Outre les activités présentées dans le Plan d'action, le bureau de l'APECA en Nouvelle-Écosse travaillera à la mise en oeuvre des mesures d'adaptation et de restructuration des pêches canadiennes dans les collectivités francophones admissibles.

A. CONTEXTE

Selon le recensement de 1996 de Statistique Canada, le nombre de personnes dont le français était la langue maternelle totalise 5 555 à l'Île-du-Prince-Édouard, représentant 4,2 pour cent de la population totale de la province. La population francophone est principalement concentrée dans la région Évangéline, mais aussi à Prince Ouest, Summerside-Miscouche, Rustico et Charlottetown.

Le taux d'assimilation est très élevé, surtout dans les régions dépourvues d'écoles ou de centres scolaires-communautaires français. Le taux d'analphabétisme est aussi très élevé. Seules les régions de Charlottetown et Évangéline ont des écoles où l'enseignement se fait en français.

L'économie de ces régions repose principalement sur le tourisme et sur les activités du secteur primaire comme la pêche, l'agriculture et la foresterie. Toutefois, bon nombre d'Acadiens et d'autres francophones travaillent dans la fonction publique fédérale ou provinciale à Charlottetown et à Summerside. Par conséquent, l'économie des régions francophones est caractérisée par des fluctuations saisonnières relativement prononcées, le taux de chômage est plus élevé, et la moyenne des revenus est plus faible que la moyenne provinciale.

B. APERÇU DES ACTIVITÉS SELON LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE L'APECA

Durant l'exercice, le bureau de l'APECA à l'Île-du-Prince-Édouard a mené avec succès diverses activités pour les insulaires francophones. De plus, Tourisme Atlantique a entrepris des activités-clés visant à mettre en valeur le patrimoine acadien de la région de l'Atlantique. En général, l'exercice 1998-1999 a été très productif, et la communauté francophone a lancé de nombreux projets intéressants pour encourager son développement. La liste non exhaustive des projets auxquels l'Agence a participé figure ci-dessous.

1. POLITIQUE, DÉFENSE DES INTÉRÊTS ET COORDINATION

L'APECA a toujours travaillé en étroite collaboration avec la Société de développement de la Baie acadienne Inc. (anciennement la Commission industrielle de la Baie acadienne Inc.). L'Agence verse des capitaux d'exploitation à la société de développement pour qu'elle exécute son mandat qui consiste à aider les petites entreprises et les jeunes entrepreneurs.

L'Agence est un membre actif du sous-comité sur les langues officielles du Conseil des hauts fonctionnaires fédéraux.

Le bureau de l'APECA à l'Î.-P.-É. a travaillé avec le comité de prospection internationale afin de dresser un profil des services pouvant être exportés; on s'attend ensuite de faire la promotion de ces services auprès de certains gouvernements qui participeront au Sommet de la Francophonie.

L'Agence a participé et a aidé à l'exécution de certains travaux préparatoires en vue du forum économique de la Société Saint-Thomas d'Aquin, qui s'est déroulé à l'automne de 1998. Les participants ont discuté assez longuement des principaux obstacles économiques que les francophones de l'Île-du-Prince-Édouard devaient surmonter et des mécanismes qui pourraient assurer un plus grand réseautage.

En collaboration avec le Siège social, le bureau régional a travaillé avec la communauté francophone à un projet qui pourrait aboutir à la création d'un organisme non gouvernemental; cet organisme chercherait des contrats de développement international qu'exécuteraient divers groupes de la communauté francophone des provinces de l'Atlantique.

Avec les autres partenaires de l'entente tripartite (Développement des ressources humaines Canada, la province et la communauté francophone), l'Agence a aidé à mettre sur pied un forum qui permettra de discuter des enjeux prioritaires de développement.

2. COMMERCE, INVESTISSEMENTS ET TOURISME

L'Agence a conseillé un certain nombre d'entrepreneurs privés sur divers projets commerciaux, dont plusieurs dans le domaine du tourisme. Des conseils ont été prodigués pendant une longue période à un entrepreneur en particulier, et celui-ci a présenté une solide proposition commerciale. Son entreprise envisage de prendre de l'expansion dans le secteur de la fabrication à valeur ajoutée, qui est fort prometteur, en s'associant avec une entreprise dont les ventes à l'exportation sont très intéressantes et en utilisant de la technologie de pointe pour diversifier ses gammes de produits.

L'Agence a appuyé la Société de Développement de la Baie acadienne Ltée dans ses efforts visant à préparer des plans pour l'expansion du Centre d'affaires de Wellington.

Le bureau de l'APECA à l'Î.-P.-É. a travaillé afin de faciliter le développement de produits touristiques dans les communautés francophones tels que :

- C De l'aide a été accordée au Village Resort pour qu'on continue d'évaluer la faisabilité d'un *Cinéscène* - un spectacle son et lumière grandiose portant sur le patrimoine culturel acadien qui servirait d'attraction touristique de premier ordre;
- C De l'aide a été accordée à l'Association touristique Évangéline en vue d'élaborer un plan stratégique pour l'aménagement des dunes de Maximeville, un concept axé sur l'écotourisme où plages et centres d'interprétation se côtoieront;

- C L'Agence a appuyé financièrement le Musée acadien à Miscouche dans ses projets de lancement d'une nouvelle attraction touristique - le Festival Folk Acadie. L'aide consentie a servi à appuyer les activités de coordination et de marketing du comité organisateur à l'extérieur de l'île;
- C L'Agence a versé une contribution (coûts des immobilisations) pour l'aménagement d'une installation polyvalente devant servir au Festival acadien annuel, ainsi qu'à d'autres festivals dans la région Évangéline;
- C Dans le cadre des activités marquant le bicentenaire de Tignish, l'Agence a aidé à installer un centre d'interprétation, qui renferme également des locaux à bureaux pouvant être loués. Une aide supplémentaire a été consentie pour appuyer les activités visant à promouvoir le bicentenaire à l'extérieur de l'île; et
- C L'Agence a travaillé avec la communauté francophone dans ses projets relatifs à l'élaboration d'une proposition pour une coopérative de golf, visant à attirer les touristes.

3. INNOVATION ET TECHNOLOGIE

L'Agence a collaboré avec le Carrefour Île Saint-Jean à planifier le centre d'information et de technologie du Carrefour et à exécuter la deuxième phase du Programme d'accès communautaire (PAC) visant à brancher les écoles à l'Internet.

4. ENTREPRENEURSHIP ET ACQUISITION DE COMPÉTENCES

Le bureau de l'APECA à l'Île-du-Prince-Édouard continue d'appuyer les activités des différents organismes à vocation économique de l'Île dans leurs efforts pour stimuler et appuyer le développement économique et le réseautage dans les collectivités de langue française.

C. ORIENTATION FUTURE

Durant l'exercice en cours, l'Agence travaillera davantage avec le comité de l'entente tripartite et augmentera le réseautage entre la communauté francophone et les deux ordres de gouvernement. Plusieurs projets sur le tourisme culturel iront sans doute de l'avant, et l'on cherchera à consolider le secteur de la technologie de l'information.

Le bureau de l'APECA à l'Î.-P.-E. continuera de travailler avec les organisations de développement économique et les entreprises.

En collaboration avec le Siège social et l'Institut des études des îles, le bureau de l'APECA à l'Î.-P.-É. coparrainera la Conférence des communautés ingénieuses qui aura lieu en octobre 1999. Cette conférence bilingue, qui suivra immédiatement le Sommet de la Francophonie, est passablement intégrée à la mesure sur la télécommunauté francophone de l'île.

A. CONTEXTE

D'après le recensement de 1996, 2 275 habitants de Terre-Neuve et du Labrador se déclarent de langue maternelle française, ce qui représente 0,4 % de la population provinciale. On retrouve ces résidents dans trois régions : la ville de St. John's, la région de Labrador City et la péninsule Port-au-Port (La Grand' Terre, L'Anse-aux-Canards et Cap Saint-George). Il y a de nombreux autres francophones répartis dans toute la province mais, étant donné la nature du recensement, on n'a pas pris en compte leurs préférences linguistiques. Le recensement ne compte que les personnes qui se désignent elles-mêmes comme étant de langue maternelle française.

Les activités de l'APECA auprès de la communauté francophone de la province comportent notamment les partenariats avec les groupes suivants :

- la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL);
- l'Association régionale de la Côte Ouest (ARCO);
- la communauté générale des gens d'affaires francophones de la province;
- le Comité directeur des affaires francophones (CDAF), qui représente les gouvernements fédéral et provincial et la communauté francophone;
- les Francojeunes de Terre-Neuve et du Labrador.

Les services bilingues qu'offrent le bureau de l'APECA à Corner Brook et le Centre de services aux entreprises du Canada (CSEC), à St. John's, constituent une part importante des rapports qu'entretient l'APECA avec la communauté francophone. Même si le Conseil du Trésor ne l'exige pas, les groupes francophones qui désirent se renseigner sur les programmes de l'APECA et obtenir de l'aide en matière de planification économique peuvent s'adresser aux bureaux précités.

L'Agence appuie également les mécanismes communautaires de prestation de programmes, notamment les corporations locales de développement économique (CLDE), auxquelles s'adressent les PME pour obtenir du financement, et les conseils régionaux de développement économique (CRDE), par l'entremise desquels sont établis des stratégies et des plans de développement économique local pour les zones économiques de la province.

Toutes les collectivités de la province ont des défis énormes à relever pour assurer leur survie. Cela est particulièrement vrai des communautés francophones vu leur relative faible population, la distance qui les sépare les unes des autres et l'isolement de certaines d'entre elles, et le caractère rural de l'économie des collectivités à l'extérieur de St. John's.

En partie en raison de l'énormité de la tâche à accomplir, la FFTNL est devenue le porte-parole par excellence de la communauté francophone. *Le Colloque de réflexion sur*

l'avenir de la communauté francophone et acadienne de Terre-Neuve et du Labrador, tenu en 1998, a donné lieu à l'élaboration d'un solide plan d'action pour favoriser l'épanouissement des collectivités francophones de la province.

B. APERÇU DES ACTIVITÉS SELON LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE L'APECA

Les bureaux de l'APECA à Terre-Neuve et au Labrador contribuent à la promotion des quatre priorités stratégiques de l'APECA.

1. POLITIQUE, DÉFENSE DES INTÉRÊTS ET COORDINATION

Les francophones de Terre-Neuve et du Labrador se sont efforcés d'établir de bonnes relations de travail dans leur collectivité et avec les divers niveaux de gouvernement afin de promouvoir les objectifs économiques de la collectivité. L'APECA apporte son soutien à ces organismes et aux activités de développement économique entreprises de part et d'autre de la façon suivante :

- C elle participe activement aux activités du Comité directeur des affaires francophones (CDAF);
- C elle travaille étroitement avec le comité des ressources local de l'ARCO de la péninsule Port-au-Port afin de déterminer et de mettre au point des mesures de développement économique;
- C elle travaille avec la *Société Nationale de l'Acadie* (SNA) pour promouvoir des mesures à Terre-Neuve et au Labrador;
- C elle travaille avec le groupe Francojeunes de Terre-Neuve et du Labrador afin qu'il intègre l'entrepreneurship dans son mandat; et
- C elle participe au *Colloque de réflexion sur l'avenir de la communauté francophone et acadienne de Terre-Neuve et du Labrador*, aux célébrations du 25^e anniversaire de la création de la FFTNL et à établir un plan d'action pour les collectivités francophones de la province.

Comme c'est le cas dans les autres provinces de l'Atlantique, la plupart des francophones de Terre-Neuve et du Labrador résident dans les collectivités rurales. L'APECA à Terre-Neuve et au Labrador coordonne la réalisation des objectifs économiques des collectivités dans la province afin d'assurer l'accès à de l'information et à des capitaux dans toutes les collectivités. À cette fin :

- C elle fournit des services et des renseignements bilingues à tous les résidants et résidentes de la province par l'entremise du Centre de services aux entreprises du Canada (CSEC);
- C elle assure du financement de base aux conseils régionaux de développement économique (CRDE) en vue de l'élaboration et de la mise en oeuvre de plans stratégiques de développement économique pour les zones économiques, qui comprennent toutes les collectivités de la province; et
- elle appuie le réseau des corporations locales de développement économique (CLDE) afin d'assurer l'accès à des capitaux aux entrepreneurs actuels et éventuels dans la province.

Le développement économique de la péninsule Port-au-Port se poursuit grâce à l'engagement du personnel local de l'APECA et de son personnel affecté aux programmes envers l'ARCO pour l'aider à élaborer et à mettre en oeuvre son plan de développement économique. De même, la Zone économique 09 a intégré bon nombre des priorités de l'ARCO dans son plan stratégique de développement économique de la zone au complet.

2. COMMERCE, INVESTISSEMENTS ET TOURISME

Les communautés francophones de la péninsule Port-au-Port sont rurales et dépendent depuis toujours de la pêche. Les activités culturelles et les modes de vie traditionnels sont perçus comme des atouts pour la région. En fait, la route qui ceinture la péninsule porte officiellement le nom de Route des ancêtres français, en reconnaissance de l'importance de la culture francophone dans la région.

Selon les plans stratégiques de l'ARCO et de la Zone 09, l'amélioration du produit touristique culturel ainsi que de l'infrastructure qui soutient cette forme de tourisme sont perçus comme des éléments essentiels d'un plan stratégique réussi de développement économique des collectivités (DEC) pour la région. Vu l'importance de ce dossier pour les deux organismes, l'APECA a collaboré avec l'ARCO et la Zone 09 à l'établissement et à la mise en oeuvre de projets, dont les suivants :

- Appuyer un projet-pilote qui consiste en l'aménagement d'un camp d'activité de langue française pour les élèves du secondaire en visite dans la péninsule Port-au-Port et dont la langue première est le français;
- Planifier un colloque traitant des possibilités que présente le tourisme d'aventure dans la péninsule Port-au-Port et y participer. Comme mesure de suivi, l'APECA a communiqué avec des représentants de l'ARCO et de Parcs Canada au parc national du Gros-Morne pour discuter de l'amélioration de l'infrastructure touristique dans les communautés francophones de la péninsule Port-au-Port. On s'attend à ce que les objectifs communs de Parcs Canada et de l'ARCO en ce qui

touche les services aux clients de langue française permettront de créer un partenariat fort entre les deux organismes;

- Appuyer une visite de familiarisation auprès de petites entreprises situées dans les régions rurales du Nord québécois afin de voir le fonctionnement des petites entreprises dans cette partie de la province;
- Appuyer la présentation de propositions par la FFTNL pour la tenue d'activités francophones liées à *Soirée 99*; et
- Appuyer la présentation d'une proposition conjointe de l'ARCO et de la Zone 09 pour l'aménagement de haltes routières panoramiques le long de la Route des ancêtres français.

3. INNOVATION ET TECHNOLOGIE

La communauté francophone a réussi à obtenir des fonds pour la mise sur pied de sites du Programme d'accès communautaire (PAC) en divers endroits de la province. Des propositions ont également été présentées récemment à Industrie Canada en vue d'accroître le nombre de ces sites.

Afin de bien souligner la mesure dans laquelle ce projet contribue à accroître le potentiel des collectivités, l'APECA examine, en collaboration avec l'ARCO, la façon dont le site établi au Centre scolaire et communautaire de Sainte-Anne à La Grand' Terre pourrait être amélioré afin qu'on puisse y offrir un service s'adressant expressément aux entrepreneurs locaux.

4. ENTREPRENEURSHIP ET ACQUISITION DE COMPÉTENCES

Le bureau de l'APECA à Terre-Neuve et au Labrador continue de soutenir la FFTNL et l'ARCO dans leurs efforts pour stimuler et favoriser les projets de développement de l'économie et de l'entrepreneurship dans leurs collectivités.

L'ARCO a pris conscience de l'importance que présente l'entrepreneurship pour la communauté lorsqu'elle a dressé un plan de développement économique pour les trois collectivités. L'Agence appuie les efforts qu'elle déploie pour promouvoir l'entrepreneurship et l'acquisition de compétences en continuant de financer son plan et en l'aidant à coordonner ses activités de développement économique.

De même, l'Agence reconnaît l'importance des jeunes et de l'entrepreneurship. C'est pourquoi elle a appuyé la tenue d'un forum de développement économique afin d'aider le groupe Francojeunes à intégrer l'entrepreneurship dans son mandat.

C. ORIENTATION FUTURE

Poursuivant les réalisations et les partenariats mis sur pied au cours des années passées, le bureau de l'APECA à Terre-Neuve et au Labrador continuera de travailler avec les groupes d'intérêts francophones, fédéraux et provinciaux à Terre-Neuve et au Labrador, et continuera à jouer un rôle de chef de file dans les activités de développement économique.

Étant donné que les programmes financiers de l'Agence ne sont dispensés que sur demande, l'étendue de l'aide monétaire allouée aux projets francophones dépendra des efforts déployés et des activités proposées par la communauté francophone. L'APECA offrira de l'aide aux collectivités francophones pour répondre aux besoins cernés, lorsque ce sera possible. Cette aide sera assurée par le biais des programmes, mais aussi de services de coordination et de promotion, et de ses ressources humaines. À Terre-Neuve et au Labrador, l'APECA :

- continuera de travailler en coopération avec les autres ministères et organismes fédéraux et provinciaux et avec les groupes représentant les collectivités minoritaires de langue officielle pour répondre aux besoins des francophones de la région. Ce travail se fera au niveau provincial grâce à une participation active continue au sein du Comité directeur des affaires francophones (CDAF) et du comité des ressources local de l'ARCO;
 - encouragera et coordonnera le travail en vertu de son mandat de leadership en matière de développement économique, y compris les activités de promotion du développement économique des collectivités minoritaires de langue officielle;
 - distribuera l'État des réalisations de l'APECA pour 1998-1999 à tous les groupes communautaires de langue française et organismes partenaires du développement économique de la province;
 - rencontrera, par l'intermédiaire de son coordonnateur de la LLO, la direction de la Fédération des francophones pour examiner les projets contenus dans le Plan d'action de l'Agence, et discuter des manières dont le plan est lié au Plan de développement global de la FFTNL pour 1999-2004;
- C
- continuera à travailler avec l'ARCO afin de donner suite aux activités de développement économique relevées dans son plan de développement économique pour la péninsule Port-au-Port et contribuer à la mise à jour du plan économique;
 - Acceptera et évaluera les propositions des clients francophones désirant lancer des projets dans les secteurs privé et sans but lucratif, et pour lesquels on a déposé une demande en vertu d'un programme de l'Agence;

- aidera l'ARCO à cerner les programmes de financement appropriés pour des projets découlant de son plan de développement économique;
- continuera à offrir des services de renseignements aux clients francophones dans la langue de leur choix au CSEC et au bureau de l'APECA à Corner Brook;
- continuera à désigner les membres du personnel de l'Agence pouvant offrir des services dans les deux langues officielles au moyen de panneaux d'offre active de services, et ce, aux bureaux de l'APECA situés à St. John's et Corner Brook, et au CSEC;
- continuera à tenir et à enrichir la bibliothèque du CSEC en ce qui a trait aux ressources bilingues;
- continuera à encourager l'esprit entrepreneurial dans les collectivités francophones en appuyant les séminaires et activités dispensés dans le cadre de la Semaine de la petite entreprise et parrainés par la communauté francophone; et
- continuera à entretenir des rapports avec les agents de développement et les gestionnaires des divers groupes francophones de Terre-Neuve et du Labrador afin de favoriser de bonnes relations de travail pour promouvoir l'esprit entrepreneurial et le développement économique dans les collectivités francophones.